

# La situation démographique dans les Etats issus de l'URSS

Anatoli Vichnevski\*

le courrier  
des pays de l'Est  
n° 443  
octobre 1999

La démographie  
dans les Etats  
issus de l'URSS

48

- *L'évolution démographique des Etats issus de l'URSS est encore fortement*
- *empreinte des caractéristiques soviétiques liées à la stagnation économique*
- *et sociale, au développement inégal des différents pays, au "colonialisme"*
- *russe. Mais parallèlement apparaissent des comportements et des pratiques*
- *culturelles très divergentes, des Etats baltes à ceux de l'Asie centrale,*
- *amenant l'auteur à distinguer souvent le groupe des pays considérés*
- *comme européens et les autres, ceux entrés en période d'après transition*
- *démographique et ceux qui n'ont pas franchi la première étape. Sauf*
- *exceptions, on assiste globalement à une baisse de la fécondité et à une*
- *augmentation de l'âge moyen de la mère ; mais alors que dans le premier*
- *groupe, le simple renouvellement n'est pas assuré, ce n'est pas le cas pour*
- *le second où la population tend même parfois à augmenter. Les courbes de*
- *mortalité, quant à elles, restent spécifiques à la région, l'espérance de vie y*
- *étant moindre que dans les pays industriellement développés et les causes de*
- *décès différentes. Le solde migratoire est partout négatif, sauf en Russie, vers*
- *laquelle convergent les anciens "expatriés" de retour au pays et qui connaît*
- *une faible émigration, contrairement aux prévisions.*

En dépit de la désintégration de l'URSS, les Etats post-soviétiques ont gardé en héritage les principales tendances démographiques des dernières décennies de la période soviétique, et présentent par conséquent beaucoup de traits communs dans ce domaine. En effet, les facteurs décisifs prévalant à la veille de son éclatement sont toujours actifs. C'est ainsi que l'on constate le maintien des tendances propres à la période de transition démographique, les pays les plus avancés manifestant clairement les caractéristiques de l'après-transition, ou deuxième transition démographique.

La deuxième transition démographique caractérise les situations démographiques européennes aujourd'hui. Durant la première phase, la mortalité a baissé en raison du recul des maladies infectieuses ; la fécondité est passée de 6 enfants par femme à 2 (environ). Une fois ces deux baisses effectuées, la mortalité a continué à baisser pour d'autres raisons, et la baisse de la fécondité a repris, sans que l'on puisse dire si une réelle stabilisation sera atteinte ou si elle va fluctuer à des niveaux situés entre 1 et 2 enfants par femme.

Le modèle soviétique démographique perdure, avec ses aspects contradictoires : en effet, en dépit d'avancées certaines, il a engendré des forces rétrogrades, qui ont freiné l'instauration d'un nouveau type de comportement démographique et de nouvelles valeurs familiales, limitant en particulier la diffusion de méthodes de contraception modernes. L'ensemble de la zone continue d'être confrontée à la stagnation économique et sociale qui a marqué les dernières années du régime soviétique. C'est ainsi qu'aucun des Etats concernés n'est parvenu à réduire la mortalité dans les mêmes proportions que les pays occidentaux.

Les conséquences des bouleversements sociaux qu'a connus, à des degrés divers en différents points du territoire, la population de l'ex-URSS au XX<sup>e</sup> siècle, n'ont pas non plus été surmontées. Le caractère semi-colonial de l'empire soviétique, que reflète le niveau inégal de modernisation démographique dans les différentes régions, ainsi que l'orientation des principaux flux migratoires, n'a pas entièrement disparu. Il n'est malheureusement pas toujours facile de juger des processus démographiques dans certains nouveaux Etats indépendants, en raison de la détérioration du fonctionnement des services de statistique.

## ■ La fécondité

### Tendances à long terme

Dans les années 50, la majorité des républiques fédérées de l'URSS se caractérisaient par un niveau de fécondité assez élevé pour le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, mais présentaient toutefois des disparités très sensibles même entre les républiques européennes, sans parler des différences existant entre celles-ci et les républiques de Transcaucasie et d'Asie centrale, où la transition démographique n'était pas encore amorcée. Au cours de cette période, c'est en Lettonie et en Estonie que l'on a enregistré le plus faible taux de fécondité, puisque l'indicateur conjoncturel\* y était, à la fin des années 50, inférieur au taux de renouvellement des générations, contre 2,8 en

\* Indicateur, une année donnée, de la fécondité. Mesuré en nombre de naissances par femme (NdT)

Biélorussie, et même 3,6 en Moldavie. En 1958-1959, les taux les plus élevés étaient enregistrés en Azerbaïdjan (5,2) et au Turkménistan (5,8).

Tout au long des années suivantes, la poursuite de la transition démographique s'est accompagnée de la baisse de la fécondité dans les républiques européennes de l'URSS. En outre, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont engagés dans l'étape intensive de la transition, ce qui a également entraîné une chute accélérée de la fécondité, d'autant plus rapide que le début de la transition avait été tardif. En conséquence, plus l'achèvement de la transition était proche, plus les niveaux de la fécondité dans les différentes républiques tendaient à se rejoindre.

C'est seulement en Asie centrale que des niveaux élevés se sont maintenus presque jusqu'à la fin des années 70, époque à laquelle ils ont commencé à baisser progressivement. Le Kazakhstan se trouvait dans une situation un peu particulière : si la population titulaire avait une fécondité élevée, il existait d'importantes minorités, principalement slaves (Russes, Ukrainiens et Biélorusses) représentant dans les années 60 et 70 à peu près la moitié du total, dont le comportement démographique était proche de celui de la population des républiques européennes ; en conséquence, la fécondité moyenne était relativement basse dans ce pays.

Le rapprochement des indicateurs de fécondité résultant de l'achèvement de la transition n'était pas propre aux seules républiques européennes de l'URSS ; on a observé ce phénomène dans tous les pays industriellement développés. Cependant, les trajectoires ont divergé entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale au cours des dernières décennies, comme le montre très nettement l'exemple des pays Baltes. Avant la Deuxième Guerre mondiale, les tendances de la fécondité y étaient à peu près les mêmes que dans les pays voisins, la Suède et la Finlande. Mais le *baby-boom* d'après guerre, que la Suède et la Finlande ont connu, à des degrés divers, au milieu des années 40 en même temps que de nombreux autres pays européens, n'a pas été observé en Lettonie, Estonie et Lituanie, devenues alors républiques de l'URSS\*, et l'évolution de la fécondité a acquis bien des similitudes avec celle des autres républiques européennes de l'Union soviétique.

\* K. Katus, "Long-term fertility development in Baltoscandia". *Yearbook of population research in Finland*, XXXIV, 1997, p. 24.

Cependant, en dépit des différences de trajectoire, la situation est finalement, si l'on en juge par les toutes dernières données, à peu près la même dans la majorité des pays, tant d'Europe occidentale qu'orientale.

plus de circonstances extérieures que de décisions individuelles.

### Les tendances de la fécondité dans les années 90

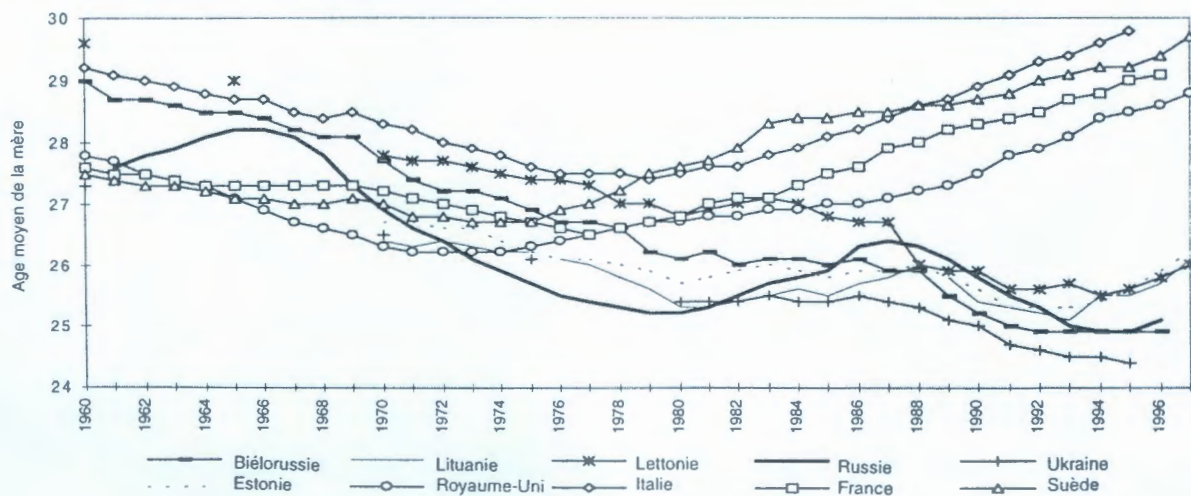
Même si, depuis le début des années 90, les anciennes républiques de l'URSS ne font plus partie d'une même entité politique, les tendances des indicateurs de fécondité y conservent de nombreux points communs. S'étant très nettement rapprochées dans le milieu des années 80, les courbes d'évolution de cet indicateur dans les Etats post-soviétiques européens continuent à se confondre pratiquement et font apparaître un infléchissement rapide et synchrone.

Une baisse, moins accentuée, il est vrai, est également intervenue dans les nouveaux Etats indépendants de Transcaucasie et d'Asie centrale. La population titulaire de ces Etats, surtout en zone rurale, n'est entrée dans la transition démographique qu'à la fin des années 80, et la fécondité y était encore une des plus élevées du monde. Il a certes baissé à la suite des événements de la première moitié des années 90, mais demeure cependant élevé et, à la différence des Etats post-soviétiques européens, pourrait progresser à nouveau parce que le type traditionnel de comportement démographique conserve sa force et que la fécondité dépend beaucoup

### Age moyen de la mère à la naissance

L'abaissement de l'âge à la maternité est un trait commun à tous les Etats post-soviétiques. Dans les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie, cette évolution résulte du passage à une fécondité basse, qui s'accompagne toujours de la réduction du nombre de naissances chez les femmes de plus de 35-40 ans. Dans les Etats post-soviétiques européens, où, depuis déjà longtemps, pratiquement toutes les femmes de plus de trente-cinq ans avaient cessé d'avoir des enfants, cette tendance est moins facile à expliquer. Dans la majorité des pays d'Europe occidentale, l'âge à la maternité s'est également abaissé jusqu'au milieu des années 70, mais depuis deux décennies, la tendance s'est inversée parallèlement à la baisse de la fécondité. Les républiques européennes de l'URSS ont également connu, à la lisière des années 70 et 80, un tournant vers l'augmentation ou, tout au moins, un arrêt de la baisse de cet indicateur. Mais plus tard, apparemment par suite de la modification du calendrier des naissances due aux mesures natalistes, la tendance à l'abaissement de l'âge moyen de la mère s'est rétablie. Au milieu des années 90, les perturbations du calendrier des naissances se sont progressivement apaisées et les courbes se sont à nouveau orientées vers le haut (figure 1).

Figure 1  
Age moyen de la mère à la naissance



## La planification familiale

Tous les pays post-soviétiques appliquent les mêmes méthodes de planification familiale et, à la différence des pays occidentaux, l'une des principales pratiques demeure l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Dans les pays de Transcaucasie et d'Asie centrale, en particulier là où les traditions musulmanes sont encore fortes, le nombre d'IVG n'est pas aussi important que dans les Etats post-soviétiques européens, et pourtant, en dépit de la

faible diffusion de la planification familiale et de la fécondité élevée, il dépasse de beaucoup la moyenne de l'ensemble de l'Europe. En 1990, la moyenne des IVG en URSS, même tirée vers le bas par les républiques méridionales, était de 134 pour 1 000 naissances, contre 19 dans les pays de l'Union européenne et 39 aux Etats-Unis (66 pour la population de couleur). Le nombre effectif des IVG est même vraisemblablement plus important que dans les tableaux 1 et 2 car, pour diverses raisons, celles-ci ne sont pas toutes enregistrées.

Tableau 1

Nombre d'IVG légales pour 100 naissances dans les pays post-soviétiques européens

Année	Biélorussie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Moldavie	Russie	Ukraine
1960	85	198	...	58	69	166	...
1965	134	212	...	83	130	278	...
1970	128	189	...	82	123	253	157
1975	133	182	...	88	118	221	150
1980	189	160	...	87	121	204	153
1985	122	151	...	72	113	187	149
1990	80	132	...	48	106	206	155
1991	80	152	111	73	102	201	152
1992	78	158	108	76	103	216	158
1993	76	169	75	97	235	154	169
1994	78	158	109	71	95	217	153
1995	80	151	119	76	101	203	150
1996	...	146	121	71	89	203	...
1997	...	152	115	60	81	202	...

Source : Conseil de l'Europe, *Recent demographic developments in Europe, 1998, Strasbourg, 1998.*

le courrier  
des pays de l'Est  
n° 443  
octobre 1999

La démographie  
dans les Etats  
issus de l'URSS

51

Tableau 2

Nombre d'IVG légales pour 100 naissances dans les Etats post-soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale

Pays	1990	1993	1995
Arménie	33	47	63
Azerbaïdjan	14	23	...
Géorgie	61	51	...
Kazakhstan	75	85	81**
Kirghizstan	42	32	23
Ouzbékistan	31	24*	14
Tadjikistan	26	22	52**
Turkménistan	28	11	27

\* 1992. \*\* 1994.

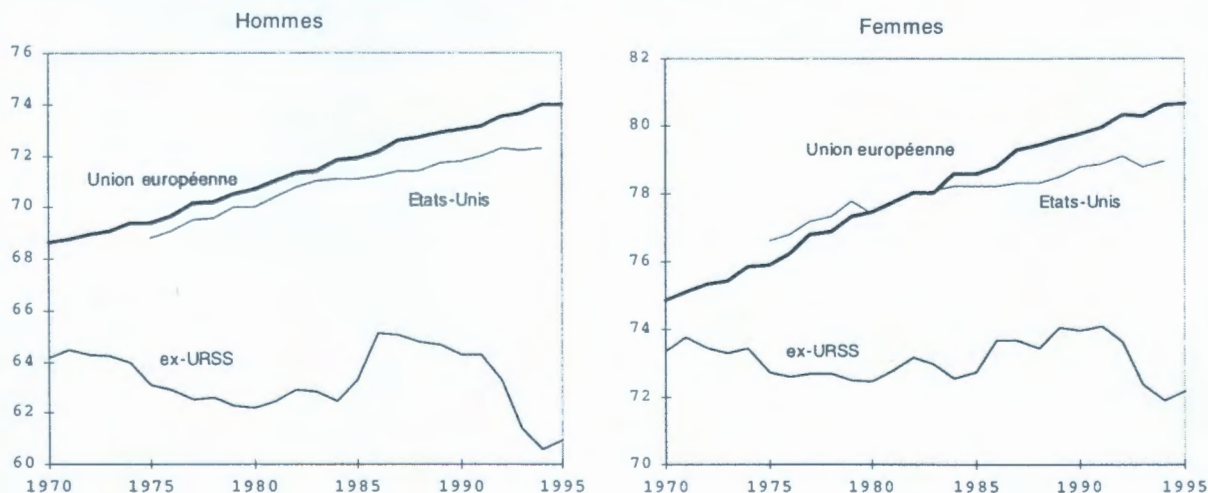
## La mortalité

### Dynamique à long terme de la durée de la vie

Il est de notoriété publique que, tout au long des dernières décennies d'existence de l'URSS, les tendances suivies par la mortalité étaient très négatives, l'écart avec les pays occidentaux dans ce domaine se creusant rapidement. Cet indicateur a certes enregistré une certaine amélioration dans la deuxième moitié des années 80, mais pour s'altérer à nouveau dans l'ensemble des Etats indépendants apparus à la suite de l'éclatement de l'URSS. Cette situation ressort clairement de la figure 2 où sont représentées les valeurs moyennes de l'espérance de vie calculées par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Les valeurs moyennes pour l'ex-URSS reflètent des tendances caractéristiques pour tous les Etats post-soviétiques sans exception. Même si on observe des différences dans les niveaux absolus de mortalité et de durée de la vie, aussi bien du temps de l'URSS que par la suite, il a toujours existé et existe encore une étonnante ressemblance dans l'évolution des indicateurs qui, en outre, se distingue nettement de celle prévalant dans les pays occidentaux. En conséquence, au milieu des années 80, le retard des républiques soviétiques sur les pays occidentaux en ce qui concerne l'espérance de vie était de 6 à 9 ans pour les hommes et de 3 à 5 ans pour les femmes. La tendance s'est partout améliorée par suite de la campagne anti-alcoolique de 1985-1987, mais a recommencé à se détériorer à la fin des années 80. Une forte chute a été enregistrée au début des années 90 (surtout chez les hommes) dans l'ensemble des Etats nouvellement indépendants, suivie d'un certain redressement aux environs de 1995.

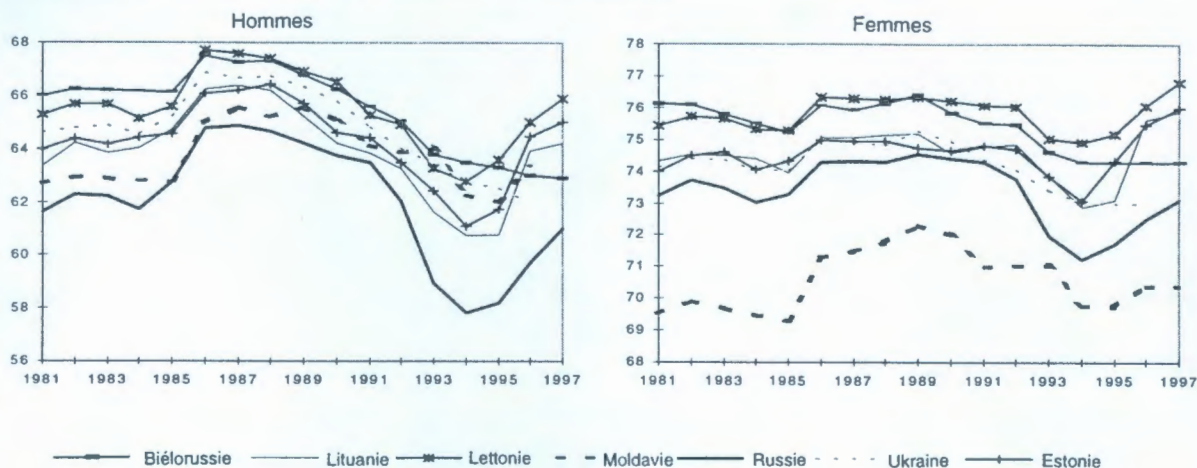
Figure 2  
Espérance de vie en ex-URSS, dans l'Union européenne et aux Etats-Unis (1970-1995)



Parmi les Etats post-soviétiques européens, seules la Biélorussie et l'Ukraine, pour autant que l'on puisse en juger par les données publiées de façon irrégulière, n'ont connu aucune amélioration au cours de ces dernières années, ce qui entraîne, apparemment, un recul de leur classement parmi les pays répertoriés

sur la figure 3. Celle-ci montre également que, en dépit de tendances positives, la Russie continue à occuper la position la plus défavorable (dans laquelle elle s'est installée depuis des décennies), pour la durée de vie des hommes, alors que pour les femmes, elle cède la dernière place à la Moldavie.

**Figure 3**  
Espérance de vie dans les Etats post-soviétiques européens



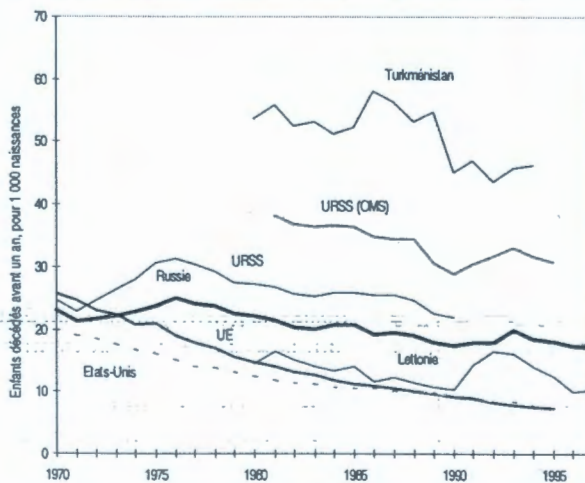
Il est malheureusement impossible de juger des tendances les plus récentes de la mortalité dans les Etats post-soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale. Si l'enregistrement des données sur la mortalité n'y a jamais été satisfaisant, aujourd'hui, il apparaît totalement désorganisé. Les chiffres concernant la mortalité sont publiés irrégulièrement et souvent peu crédibles, ce qui rend impossible pour le moment de se faire une idée d'ensemble. On ne peut que supposer que dans les pays de ces régions, dont beaucoup ont connu ou connaissent encore des guerres civiles ou d'autres types de conflits armés et éprouvent d'immenses difficultés économiques, les conditions sont loin d'être favorables à l'abaissement des indicateurs de mortalité.

### La mortalité infantile

Les tendances de la mortalité infantile, dont dépend dans une grande mesure l'espérance de vie, ont été défavorables des années 60 à 80 dans toutes les républiques soviétiques. Selon les experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en raison de l'utilisation par l'URSS de critères de viabilité différents de ceux en vigueur dans le reste du monde, et peut-être aussi d'une comptabilisation incomplète, particulièrement dans les républiques méridionales, les données officielles sous-estimaient le niveau de la mortalité infantile qui aurait été en réalité plus

important de 25 % dans les républiques européennes et de 40 à 50 %, et peut-être même davantage, dans les républiques asiatiques. Mais même d'après ces chiffres, qui ont d'ailleurs cessé d'être publiés pendant les dernières décennies de l'existence de l'URSS, l'écart entre la majorité des républiques soviétiques (à quelques exceptions près) et les pays occidentaux était énorme (figure 4 et tableau 3 ci-dessous).

**Figure 4**  
Mortalité infantile en URSS\*, dans l'Union européenne, aux Etats-Unis et dans certaines anciennes républiques soviétiques (1970-1995)



\* Données officielles et estimations de l'OMS, y compris données moyennes pour l'ensemble des NEI.

**Tableau 3**  
Evolution de la mortalité infantile en URSS,  
en Europe occidentale et aux Etats-Unis  
(1970-1990 ; rapport des taux moyens de mortalité  
infantile)

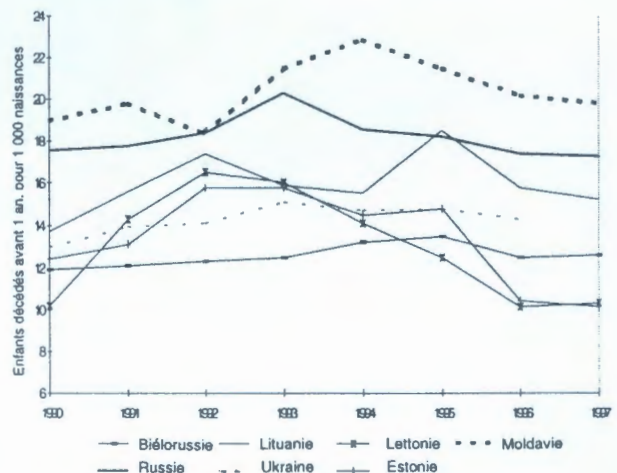
Années	URSS/CEE	URSS/Etats-Unis
1970	0,96	1,24
1975	1,46	1,90
1980	1,85	2,17
1985	2,31	2,45
1990	2,40	2,39

L'évolution de la mortalité infantile après 1990 est plus ou moins similaire dans tous les Etats post-soviétiques : après une détérioration sensible, mais de courte durée au début des années 90, s'est amorcé un retour presque aussi rapide aux tendances positives de la fin des années 80, et certains pays ont même enregistré le chiffre le plus bas de leur histoire. Seules l'Ukraine et la Biélorussie ont été confrontées à une dégradation de la situation beaucoup plus progressive, mais aussi plus durable. Alors que la mortalité infantile en Lituanie, après un recul, est revenue au niveau de 1990, en Estonie et en Russie, elle est tombée en deçà de celui-ci. L'Ukraine et la Biélorussie, où l'évolution a été lente, ainsi que la Lettonie et la Moldavie, malgré une baisse sensible

après 1993-1994, demeurent pour l'instant dans une situation plus défavorable qu'en 1990.

Il est plus difficile de juger de l'évolution de la mortalité infantile dans les pays de Transcaucasie et d'Asie centrale en raison du peu de fiabilité des données publiées, et parfois même de leur absence. Si l'on en croit les données disponibles, résumées dans le tableau 4, cet indicateur demeure très élevé dans la majorité de ces pays, et c'est seulement dans certains d'entre eux que l'on peut observer une légère tendance à l'amélioration.

**Figure 5**  
Mortalité infantile dans les Etats post-soviétiques  
européens (1990-1997)



**Tableau 4**  
Mortalité infantile dans les Etats post-soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale (taux pour mille)

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Arménie	18,6	17,9	18,9	17,8	15,1	14,2	15,5
Azerbaïdjan	23,0	25,3	25,5	28,2	25,2	23,3	...
Géorgie	15,8	13,7	12,4	18,3	18,3	...	17,4
Kazakhstan	26,4	27,4	26,1	28,4	29,1	...	25,4
Kirghizstan	30,0	39,7	31,5	31,9	29,1	...	25,9
Ouzbékistan	34,6	35,5	37,4	32,0	28,2	...	24,2
Tadjikistan	40,7	40,6	45,9	47,0	40,6	...	...
Turkménistan	45,2	47,0	43,6	45,9	46,4	...	...

## Causes de mortalité

La communauté de tendances apparaît de façon particulièrement convaincante lorsqu'on aborde l'analyse des causes de la mortalité. Celles-ci se distinguent sensiblement du modèle européen dans chacun des deux groupes d'Etats déjà envisagés. Ces différences sont particulièrement conséquentes en ce qui concerne les hommes. Dans les pays post-soviétiques européens, la probabilité de décéder de cancers et de maladies respiratoires est relativement faible,

mais, par contre, élevée pour les maladies infectieuses et surtout pour les morts violentes (accidents, meurtres, abus d'alcool et de drogue), un phénomène caractéristique du modèle soviétique et post-soviétique de mortalité. Dans les Etats de Transcaucasie et d'Asie centrale, la part des cancers est encore plus faible et celle des maladies infectieuses plus importante. Les morts violentes y sont moins fréquentes que dans le premier groupe de pays, au contraire des maladies cardio-vasculaires à l'origine d'un plus grand nombre de décès (tableau 5).

Tableau 5

Probabilité pour 1 000 de décéder de diverses causes pour les enfants de sexe masculin nés de 1992 à 1995

Pays	Année	Maladies infectieuses et parasitaires	Cancers	Maladies cardio-vasculaires	Maladies respiratoires	Causes extérieures*
Estonie	1995	14,4	167	477,5	39,3	198,9
Lettonie	1995	18,5	144,2	481,2	44,3	198,3
Lituanie	1995	17,9	178,7	460	50,8	192
Moldavie	1995	15,6	122,1	429,6	81,3	218,2
Russie	1995	20,2	138,7	445,2	64,6	218,2
Azerbaïdjan	1995	33,2	100	592,7	96,1	54,9
Kazakhstan	1995	41,2	143,3	455,1	101,7	148
Kirghizstan	1995	30,2	88,6	426,2	141,5	122,5
Ouzbékistan	1993	24,2	92,1	596,1	89,7	53,3
Tadjikistan	1992	42,2	93,1	500,9	138,6	82
Turkménistan	1994	38,6	89,6	592,4	86,2	55,4
Allemagne	1995	6,9	255,4	460	76,6	48,8
France	1994	13,9	303,5	307	81,4	83,7
Grande-Bretagne	1995	5,6	260	431,4	158,1	32,8
Japon	1994	18,0	273,1	324,1	178	61,7
Etats-Unis	1994	13,2	241,7	418	101,6	65,4

\* Morts violentes causées par accident, meurtre, abus d'alcool ou de drogue.

Source : World Health Statistics Annual 1996, World Health Organization, Genève, 1998, table B-3

On ne peut pas comprendre pourquoi telle cause de décès prédomine sur une autre sans prendre en considération deux circonstances-clés dont l'illustration est fournie dans le tableau 6 établi sur l'exemple de la Russie. Tout d'abord, une mort violente intervenant plus tôt dans le cours de l'existence que le décès provoqué par une maladie cardio-vasculaire (de 20 à 25 ans plus tôt en moyenne pour les hommes dans les pays occidentaux), rend, dans la mesure où sa probabilité est plus élevée, plus plausible la perspective de mourir jeune. En deuxième lieu, et quelle que soit la cause du décès, on meurt plus jeune dans les anciennes républiques soviétiques qu'à l'Ouest : en Russie, douze ans plus tôt en moyenne pour les hommes frappés de mort violente, et dix

ans plus tôt pour ceux emportés par des maladies cardio-vasculaires

La prise en compte de l'âge moyen du décès, quelle qu'en soit la cause, fait apparaître des écarts importants par rapport aux statistiques occidentales. Par exemple, la probabilité de décéder de maladies respiratoires en Russie, en Moldavie et au Turkménistan est sensiblement la même que celle prévalant en Allemagne ou en France et se situe même loin derrière le chiffre enregistré en-Bretagne. En réalité, les décès dus à ces maladies concernent, en Grande-Bretagne ou au Japon, des personnes âgées ou très âgées, dont l'organisme est affaibli, alors qu'en Russie, en Moldavie et au Turkménistan, ils s'avèrent très fréquents chez les enfants et les jeunes.

Tableau 6

Probabilité pour 1 000 de décéder de diverses causes et âge moyen au décès en Russie et en Occident\* (1995)

Pays ou zone	Causes de décès pour un enfant né en 1995 (sur 1000)		Age moyen au décès	
	Garçons	Filles	Hommes	Femmes
Maladies infectieuses et parasitaires				
Russie	21	6	43,7	40,9
Occident	14	12	66,9	77,0
Cancers				
Russie	142	125	63,0	66,1
Occident	277	213	72,5	74,6
Maladies cardio-vasculaires				
Russie	460	689	67,5	77,6
Occident	404	476	77,3	83,9
Maladies respiratoires				
Russie	66	36	60,2	65,0
Occident	117	108	80,1	84,4
Causes extérieures				
Russie	228	72	42,2	49,2
Occident	63	40	54,2	68,8

\* Indicateur moyen pour quatre grands pays industrialisés : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et Japon, 1989-1992.

Source : A. Vichnevsky, V. Schkolnikov, "La mortalité en Russie : principaux groupes de risque et priorités d'action", Moscou, 1997, tableaux 12, 16, 20, 24 et 27.

56

## Migrations

Là encore on retrouve des tendances similaires et, quand il y a échange migratoire entre ces pays, complémentaires.

### Principales tendances

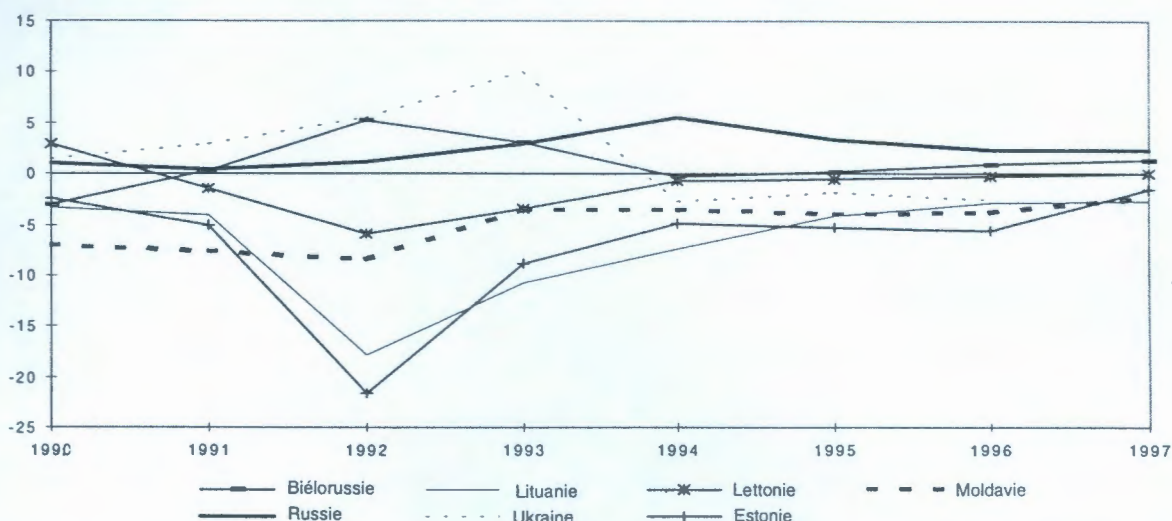
Les flux de population les plus importants enregistrés dans les années 90 entre les Etats ex-soviétiques sont caractéristiques d'une situation post-coloniale qui est d'ailleurs apparue bien avant l'éclatement de l'URSS. La Russie, longtemps principal pourvoyeur de population des autres parties de l'Empire, a un solde migratoire positif avec celles-ci depuis le milieu des années 70, quand s'est apparemment achevée la longue période de colonisation des régions périphériques par les Slaves orientaux. Il est vrai que l'Ukraine connaissait un solde migratoire légèrement négatif au milieu des années 70, mais pays d'accueil et non d'émigration depuis longtemps déjà, c'était plutôt là l'exception qui confirmait la règle. Parmi les républiques européennes, seule la Biélorussie avait un solde migratoire négatif stable, et la Moldavie s'est jointe à elle à partir de la deuxième moitié des années 70. Dans les deux cas, il s'agit de pays à population en grande partie rurale entrés dans une

étape d'urbanisation active. D'ailleurs, toutes les républiques de Transcaucasie et d'Asie centrale se trouvaient dans la même situation, celle-ci étant fréquemment aggravée par une explosion démographique. Dans certaines d'entre elles (Azerbaïdjan, Géorgie) le solde migratoire était négatif dès les années 60. Le nombre de républiques où l'émigration l'emportait sur l'immigration n'a cessé d'augmenter, et dans les années 80, il est devenu clair que les flux migratoires s'effectuaient des républiques les moins développées et urbanisées vers celles qui l'étaient davantage. A cette époque, seules la Russie, l'Ukraine et les trois républiques baltes bénéficiaient d'un solde migratoire positif.

Dans les années 90, les tendances des années précédentes se sont accentuées. Le solde migratoire est ainsi devenu négatif dans toutes les anciennes républiques de l'URSS en dehors des trois slaves (l'Arménie enregistrait, il est vrai, un solde positif au début des années 90\*). Aujourd'hui, seule la Russie affiche un solde positif stable, bien qu'en diminution. En Ukraine, il était pratiquement égal à zéro dès 1993 et est devenu négatif en 1994 ; quant à la Biélorussie, elle se caractérise par un accroissement migratoire faible, parfois en baisse (figures 6 et 7).

\* En raison de l'arrivée des Arméniens d'Azerbaïdjan consécutive aux émeutes anti-arméniennes de 1988 et au conflit du Haut-Karabakh (NdT).

Figure 6  
Solde migratoire dans les Etats post-soviétiques européens (pour 1 000)

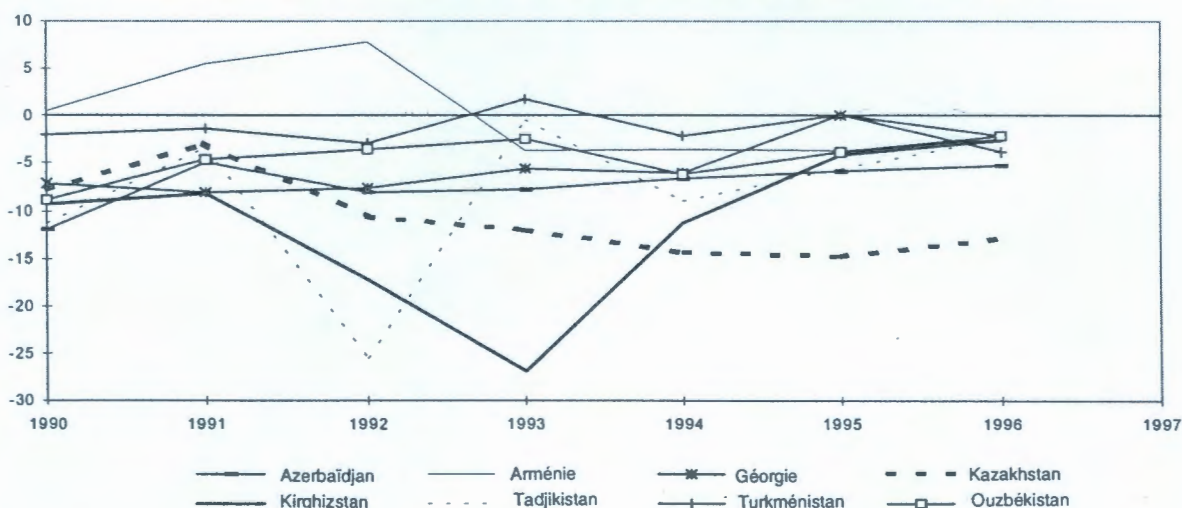


Sources : *Recent demographic development in Europe, 1998. Strasbourg, 1998. Population et niveau de vie dans les pays de la CEI. Recueil statistique. Comité des statistiques de la CEI, Moscou, 1998.*

le courrier  
des pays de l'Est  
n° 443  
octobre 1999

La démographie  
dans les Etats  
issus de l'URSS

Figure 7  
Solde migratoire dans les Etats post-soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale (pour 1 000)



Source : *idem figure 8.*

Les flux migratoires les plus importants vont des Etats post-soviétiques vers la Russie. Dans leur majeure partie, ceux-ci correspondent à des retours. La population russe et russophone qui s'était naguère installée à la périphérie de l'empire revient vers le "centre", c'est-à-dire vers la Russie, comme en témoigne la composition nationale et géographique du solde migratoire.

## Rapport entre entrées et sorties

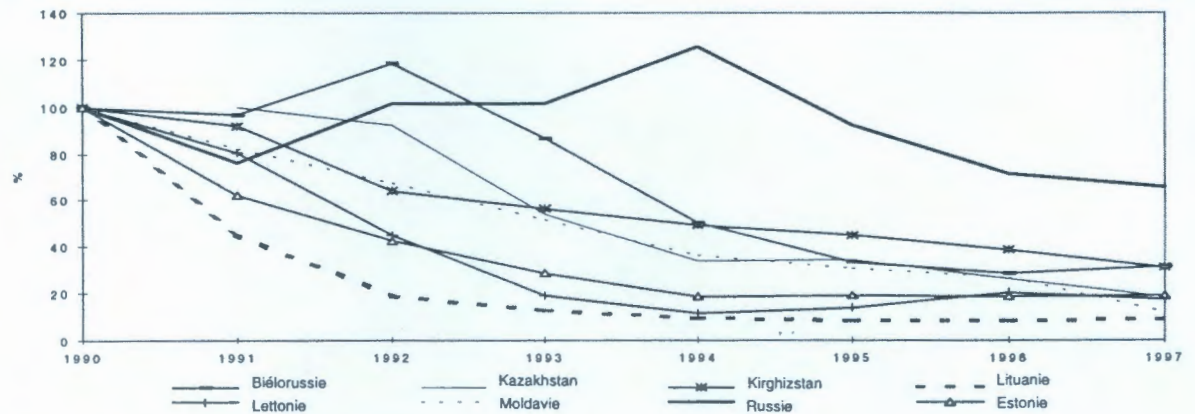
Les changements intervenus dans les années 90 dans l'importance et le caractère du solde migratoire reflètent ceux qu'ont connus les flux d'émigration et d'immigration. Bien qu'on ait pu constater, certaines

années, une brusque crue des flux migratoires dirigés principalement vers la Russie, la migration brute (somme des entrées et des sorties) a enregistré une tendance à la baisse. Aussi le solde migratoire positif

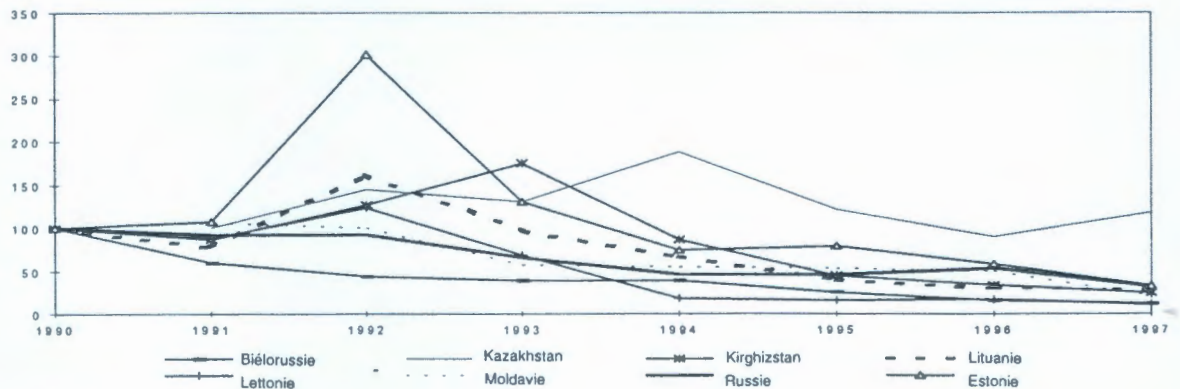
de la Russie n'est-il pas tant dû à un afflux important d'immigrants qu'à une réduction des départs de ce pays, ainsi que des entrées dans les autres Etats post-soviétiques (figure 8).

**Figure 8**  
Immigration, émigration et migration brute dans certains Etats post-soviétiques, en % des données de 1990 (Kazakhstan et Kirghizstan, en % des données de 1991)

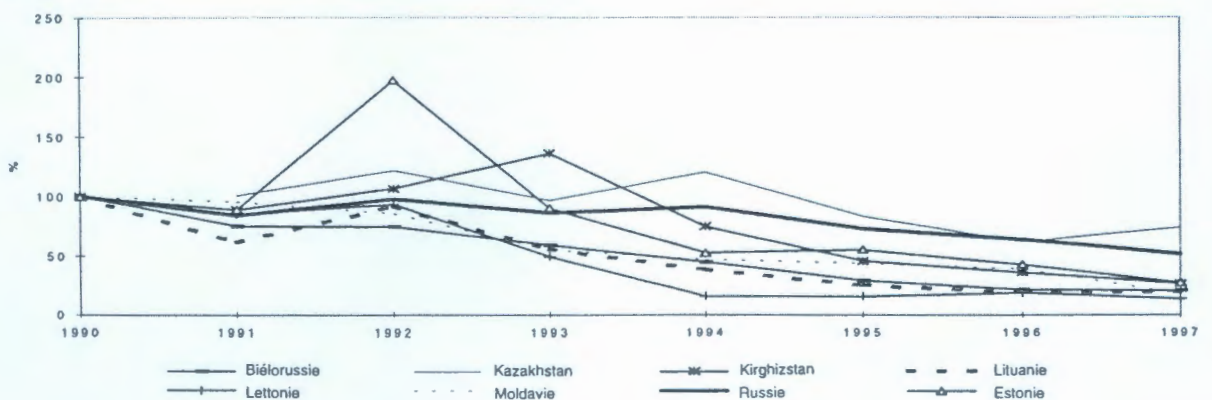
**Immigration**



**Emigration**



**Migration brute (somme des entrées et des sorties)**



## Emigration en dehors de l'ex-URSS

Dans les années 90, l'émigration au-delà des frontières de l'ex-URSS est devenue possible ce qui, contrairement aux suppositions, n'a pas entraîné de flux d'émigration important. Dans la première moitié des années 90, les départs ont effectivement augmenté, mais tout en restant à un niveau relativement modeste (100 000 environ par an pour la Russie). De 1989 à 1996 il a été délivré officiellement 770 000 autorisations d'expatriation, mais les chiffres réels sont probablement supérieurs. C'est de Russie que viennent la moitié environ de ceux qui, parmi les sept Etats post-soviétiques concernés, ont choisi de s'installer dans "l'étranger lointain", les autres provenant en grande partie de Transcaucasie et d'Asie centrale.

## Quelques catégories particulières de migrants

Avec les années 90 sont apparus d'importants flux migratoires de catégories particulières de population, pas toujours clairement définies. Celles-ci regroupent des migrants forcés à la suite d'un conflit ou d'un sinistre important, des rapatriés, parmi lesquels des personnes appartenant à des peuples déportés à l'époque stalinienne, ainsi que des immigrants illégaux (cf. tableau 7).

**Tableau 7**  
Catégories particulières de migrants dans l'espace post-soviétique (1997, milliers)

Réfugiés ou assimilés en provenance des ex-républiques soviétiques	1 556 <sup>(1)</sup>
Réfugiés en provenance d'autres pays	109,4 <sup>(1)</sup>
Personnes déplacées à l'intérieur du pays	1 790 <sup>(1)</sup>
Rapatriés	482 <sup>(2)</sup>
Personnes expulsées	100 <sup>(1)</sup>
Personnes appartenant à des peuples déportés	150 <sup>(2)</sup>
Migrants pour des raisons écologiques	49 <sup>(3)</sup> 63 <sup>(4)</sup>
Migrants illégaux	1 000 - 2 000

(1) Début 1998. (2) Déplacés en 1997. (3) Total des migrants en provenance des zones de catastrophes naturelles en Arménie et en Géorgie et des zones touchées par la catastrophe de Tchernobyl en Ukraine et en Biélorussie au début 1998. (4) Venus des zones de catastrophes naturelles et de désastre écologique en 1997.

## Reproduction et accroissement de la population

### Taux net de reproduction

A l'époque soviétique déjà, la population de toutes les républiques de l'URSS, excepté la Moldavie, se situait en deçà du niveau de reproduction. En Lettonie et en Lituanie, tel était déjà le cas à la fin des années 50, situation qui a perduré pendant des décennies (sauf de 1986 à 1988 en Lettonie ainsi que de 1969 à 1973 et de 1983 à 1988 en Estonie). Ce cas de figure s'est imposé à l'Ukraine au début des années 60 et à la Fédération de Russie à partir de 1964-1965 (sauf entre 1986 et 1988), à la Biélorussie à partir de 1976-1977 (sauf 1983-1984) et à la Lituanie vers la fin des années 70.

Il en était tout autrement dans les pays de Transcaucasie, et surtout d'Asie centrale. L'Arménie et la Géorgie ont atteint depuis assez longtemps le stade de la transition démographique, et leurs indicateurs de reproduction se sont rapprochés de ceux de la Moldavie, pays ayant connu pratiquement la même évolution. Les courbes du taux net de reproduction pour la Moldavie et l'Arménie reproduisent les variations des indicateurs de fécondité, mais font apparaître dans l'ensemble une tendance à la baisse du taux net. En 1993, celui-ci est tombé pour la première fois dans ces deux pays en dessous du niveau du simple renouvellement des générations. Quoique la Géorgie ne publie pas de données sur ce point, la situation y est apparemment similaire.

On ne dispose pas de chiffres actualisés pour les Etats d'Asie centrale, mais si le taux net s'y est abaissé très lentement, il demeurerait encore très élevé en 1990, en raison de la forte fécondité caractérisant la population autochtone. Il est un peu plus bas au Kirghizstan et surtout au Kazakhstan du fait de la part importante dans ces Etats d'une population russophone qui connaît déjà depuis longtemps des niveaux de fécondité bien plus faibles que ceux des Kazakhs et des Kirghizes.

Ces dernières années, le taux net de reproduction de la population a probablement diminué dans les Etats d'Asie centrale, mais ceux-ci

n'en sont, selon toute vraisemblance, pas encore arrivés au niveau des pays développés:

**Tableau 8**  
Taux net de reproduction de la population dans les Etats d'Asie centrale (de 1958-1959 à 1990)

	1958-1959	1969-1970	1978-1979	1990
Kazakhstan	1,947	1,559	1,378	1,264
Kirghizstan	1,909	2,231	1,985	1,702
Tadjikistan	1,693	2,657	2,532	2,281
Türkmenistan	2,116	2,685	2,305	1,180
Ouzbékistan	2,142	2,598	2,263	1,867

### Accroissement naturel de la population

Grâce aux particularités de la structure par âge de la population des Etats post-soviétiques européens, l'accroissement naturel de celle-ci, même avec un taux net de reproduction inférieur à 1, est demeuré longtemps positif, tout en diminuant régulièrement. Cependant, à mesure que s'épuisait le potentiel de croissance démographique lié à la structure par âge, le passage à un taux négatif devenait de plus en plus inévitable et les suites de l'éclatement de l'URSS du début des années 90 n'ont fait que précipiter cette évolution. En 1991, cet indicateur est devenu négatif en Ukraine, en Lettonie et en Estonie ; puis, ce fut

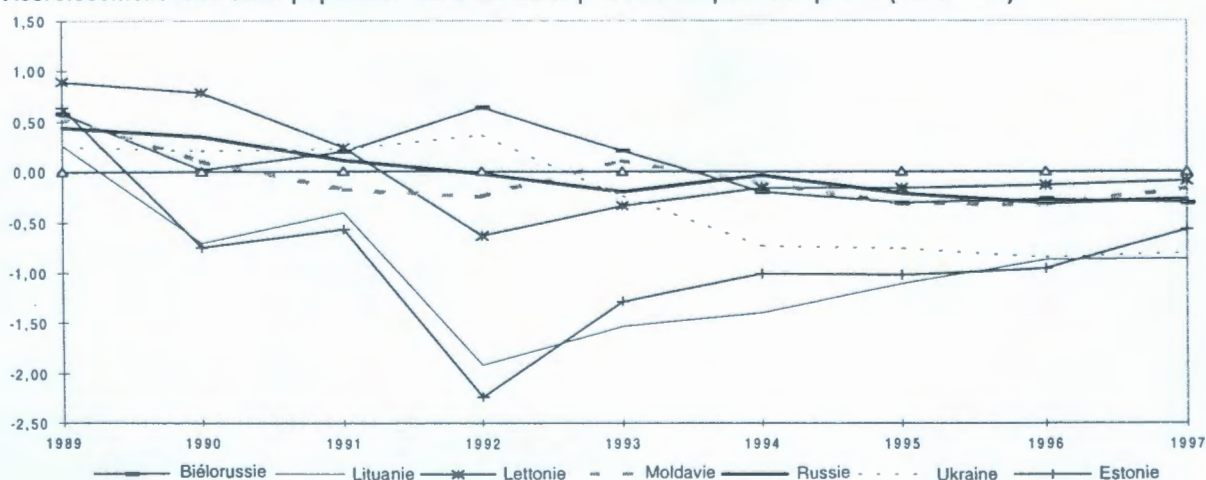
au tour de la Russie (1992), de la Biélorussie (1993) et de la Lituanie (1994). Aujourd'hui, seule la Moldavie présente encore un accroissement naturel positif.

Dans les Etats de Transcaucasie et d'Asie centrale, cette question ne se pose pas pour le moment, puisque dans la majorité d'entre eux, le taux d'accroissement naturel se maintient à un niveau relativement élevé, même s'il a enregistré une baisse sensible dans les années 90.

### Accroissement total de la population

Dans les années 80, quand toutes les républiques soviétiques enregistraient une baisse du taux d'accroissement naturel, même si celui-ci demeurait positif, dans la presque totalité de celles-ci (excepté la Moldavie et, certaines années, la Biélorussie), cette diminution a été compensée par un accroissement migratoire positif. Mais, comme on l'a mentionné plus haut, le solde migratoire est devenu négatif au cours de la première moitié des années 90 dans tous les pays excepté la Russie, alors que, parallèlement, l'accroissement naturel connaissait la même évolution. Désormais, le solde migratoire a donc contribué à la diminution de la population et ce, même dans des pays où l'accroissement naturel demeurait positif (Moldavie).

**Figure 9**  
Accroissement total de la population dans les Etats post-soviétiques européens (1989-1997)

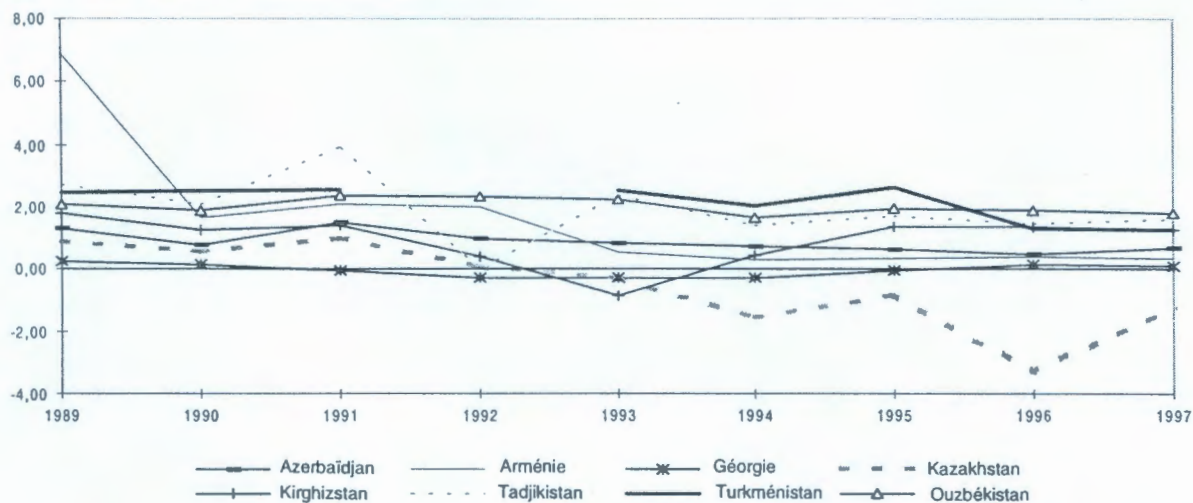


En conséquence, dès 1990, la population de la Lettonie et de l'Estonie a commencé à baisser, puis ce fut le cas de la Moldavie en 1991, de la Russie et de la Lituanie en 1992, de l'Ukraine en 1993 et de la Biélorussie en 1994. Aujourd'hui, tous les pays post-soviétiques européens se trouvent à cet égard dans la même situation.

Si cette évolution était en grande partie prévisible dans la majorité d'entre elles étant donné les tendances démographiques de ces dernières

décennies, elle a causé une surprise pour certains pays de Transcaucasie et d'Asie centrale. L'accroissement de la population est en effet devenu négatif en Géorgie de 1991 à 1995, au Kirghizstan en 1993, au Kazakhstan à partir de 1993, en raison de la dégradation du solde migratoire. Si, dans les deux premiers pays, l'accroissement est redevenu positif, la situation a perduré au Kazakhstan, où se maintient un solde négatif assez élevé (- 1 % en 1997).

**Figure 10**  
Accroissement total de la population dans les Etats post-soviétiques de Transcaucasie et d'Asie centrale (1989-1997)



**Tableau 9**  
Prévisions concernant la population des Etats post-soviétiques jusqu'en 2025 (en millions d'habitants, variante médiane)

Pays	1995	2010	2025
Biélorussie	10,3	10,1	9,5
Estonie	1,5	1,3	1,3
Lettonie	2,5	2,2	2,1
Lituanie	3,7	3,6	3,5
Moldavie	4,3	4,6	4,9
Russie	147,9	141,1	131,4
Ukraine	51,7	49,0	46,0
Arménie	3,6	3,9	4,2
Azerbaïdjan	7,5	8,5	9,7
Géorgie	5,5	5,5	5,8
Kazakhstan	16,8	17,9	20,0
Kirghizstan	4,5	5,0	6,0
Ouzbékistan	22,8	29,9	36,5
Tadjikistan	5,8	7,7	9,7
Turkménistan	4,1	5,3	6,5

Source : ONU, 1996.

Il est peu vraisemblable que la majorité des Etats post-soviétiques européens parviennent à augmenter leur fécondité de façon à obtenir ne serait-ce que le niveau de simple renouvellement. Il serait plus réaliste de tenter de surmonter la diminution de la population en régulant l'accroissement migratoire. Cependant, les réalités politiques et économiques ne favorisent pas toujours une telle stratégie et il est plus probable qu'à moyen - long terme la population de la majorité des Etats post-soviétiques européens continuera à diminuer. Tel est d'ailleurs l'avis des experts de l'ONU qui ne font une exception que pour la Moldavie. Par contre, pour les Etats de Transcaucasie et d'Asie centrale, ils pronostiquent

un accroissement, parfois sensible, pour les prochaines décennies (cf. tableau 9).

En Russie, l'opinion publique tend à considérer les tendances démographiques observées dans le pays dans les années 90 comme un phénomène spécifiquement russe résultant des réformes économiques. L'analyse montre qu'il n'en est rien. La similitude qu'elles présentent avec celles observées dans tous les Etats post-soviétiques, tout au moins européens, conduit à chercher une explication dans les spécificités, communes à tous ces pays, du modèle soviétique d'évolution démographique et dans leur perpétuation par inertie.

### The Demographic Situation in the Former USSR

Anatoli Vichnevski\*

Demographic developments in the ex-USSR are strongly affected by Soviet trends linked to economic and social stagnation, unequal development between countries, and Russian "colonialism". Behavior patterns and cultural practices which differ greatly, from the Baltic States to those of Central Asia, also play their role. For this reason, the author of this article often distinguishes between those nations considered to be European and those which are not, as well as between those in demographic post-transition and those who are not yet in this phase. We are witnessing a general decline in fertility and a rise in the average age of maternity. For the first group, however, a simple population renewal is not assured, which is not the case in the second group where the population is, in some instances, increasing. Death rates remain regionally specific, with life expectancy lower than in the industrialized countries. Causes of death are different. The migratory balance is globally negative, with the exception of Russia, where previous expatriates are returning home.

\* Center for Demography and Human Ecology, Moscow.